

Unité départementale des Côtes d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 PLERIN

PLERIN, le 27 septembre 2022

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/08/2022

### Contexte et constats

Publié sur  GÉORISQUES

**EUREDEN**

Kérichard

22170 CHATELAUDREN-PLOUAGAT

Code AIOT : 0005500289

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/08/2022 dans l'établissement EUREDEN implanté Kérichard 22170 CHATELAUDREN-PLOUAGAT. L'inspection a été annoncée le 20/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUREDEN
- Kérichard 22170 CHATELAUDREN-PLOUAGAT
- Code AIOT : 0005500289
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Statut IED : oui

Le site de Plouagat comprend deux activités distinctes : l'une de fabrication d'aliments pour le bétail et de stockage de céréales (relevant de la directive IED - bref FDM) et l'autre de stockage d'engrais (solides simples et composés et mélange d'engrais simples solides à base de nitrate d'ammonium) soumis à Autorisation. C'est l'activité de fabrication d'aliments pour le bétail qui a fait l'objet de l'inspection du 24 août 2022. Le site est classé au titre de la directive IED pour cette activité.

#### Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les rejets atmosphériques ;

- l'alimentation en combustible de la chaufferie ;
- la mise en oeuvre du système de management environnemental en lien avec le dossier de réexamen IED (inventaire des flux, efficacité énergétique, plan de gestion du bruit)
- le contrôle des niveaux sonores
- le plan des réseaux
- le registre des déchets sortants
- la mise en rétention des liquides polluants et la procédure de dépotage de mélasse

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Mesure périodique de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 6.3.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Mesure des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 05/01/1999, article 2-I-8-8	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
13	Registres des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
14	Eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 05/01/1999, article 2-I-1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
15	Rétention	Arrêté Préfectoral du 05/01/1999, article 2-I-11-3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
16	Dépotage mélasse	Arrêté Préfectoral du 05/01/1999, article 2-11-12-1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Alimentation en combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 2.13.	/	Sans objet
2	Propreté	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.4.	/	Sans objet
4	Limitation des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Système de management de la qualité	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II article 5	/	Sans objet
6	Inventaire	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II article 6	/	Sans objet
7	Surveillances des rejets dans l'air	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre III article 15.2	/	Sans objet
8	Plan efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II article 5	/	Sans objet
9	Consommation d'eau et rejets	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II article 9	/	Sans objet
10	Plan de gestion du bruit	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II article 13.1	/	Sans objet
12	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés par l'inspection des installations classées montrent que l'exploitant doit mettre en oeuvre les contrôles réglementaires requis en matières de rejets atmosphériques de la chaudière et de niveaux sonores. En outre, la mise sur rétention des liquides polluants doit être systématique. De plus, un dispositif de traitement des eaux de ruissellement doit être implanté au sein de l'établissement afin de garantir en toutes circonstances le respect de la valeur limite de rejet. Enfin, la procédure de dépotage de la mélasse doit être revue afin que l'exploitant soit en mesure d'intervenir rapidement en cas d'incident et ainsi prévenir tout rejet vers le milieu.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Alimentation en combustible

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 2.13.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Chaufferie/prévention des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux d'alimentation en combustible sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées. Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement

de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée.
<b>Constats</b> : L'inspection a constaté la présence d'un dispositif de coupure indépendant à l'extérieur du bâtiment. Il est accessible et manoeuvrable. La présence de deux vannes redondantes a également été constatée. La présence de deux capteurs de détection de gaz a été constatée dans le local chaufferie.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

## N° 2 : Propreté

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.4.
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Chaufferie/modalité d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<b>Prescription contrôlée</b> : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
<b>Constats</b> : Lors de la visite le local est propre.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

## N° 3 : Mesure périodique de la pollution rejetée

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 6.3.
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<b>Prescription contrôlée</b> : I. - L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O <sub>2</sub> , SO <sub>2</sub> , poussières, NO <sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.
<b>Constats</b> : L'exploitant a présenté les résultats de mesures réalisées par la société Babcock Wanson lors des visites de maintenance préventives. Il ne s'agit pas d'un organisme agréé par le ministère de l'environnement. Ce sont les seuls résultats de contrôle des émissions dont il dispose.  <b>L'exploitant doit faire procéder au contrôle des émissions du générateur de vapeur par un organisme agréé, ceci à une fréquence minimale de trois ans.</b>
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Limitation des émissions de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets dans l'air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les concentrations en sortie de broyeurs, presses et refroidisseurs doivent respecter les valeurs d'émission suivantes, qui se substituent à celles prescrites à l'article 2-1-9,2 de l'arrêté préfectoral du 5 janvier 1999 : > 20mg/Nm° pour les poussières sèches, > 50mgNm° pour les poussières humides ou collantes. Les dispositifs de filtration en sortie de ces équipements devront, en fin de vie, être remplacés par des dispositifs de filtration plus performants, conformes aux meilleures technologies disponibles.
<b>Constats :</b> La campagne de mesures réalisée en janvier 2021 montre que les concentrations sont respectées. La conformité aux valeurs limites d'émissions applicables fin 2023 aux rejets canalisés visés par le BREF FDM et inclus dans le périmètre IED est examinée par ailleurs dans le présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Systeme de management de la qualité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, IED/management environnemental
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> l'exploitant met en place et applique un système de management environnemental
<b>Constats :</b> L'exploitant s'est engagé dans son dossier de réexamen IED à mettre en place d'ici décembre 2023 un système de management environnemental. Il a néanmoins indiqué avoir déjà mis en place, au moment de la rédaction de son dossier : <ul style="list-style-type: none"> <li>- des systèmes de conduite du procédé de base et des équipements de dépollution permettant d'assurer un fonctionnement stable,</li> <li>- un suivi mensuel de la consommation énergétique en fonction du tonnage et en fonction des cibles définies par la profession</li> <li>- des stratégies de maintenance préventive en vue d'optimiser les performances du procédé</li> </ul> <p>L'exploitant a indiqué que l'usine est automatisée, ceci permettant de garantir un fonctionnement stable des installations. En outre, cette automatisation permet une remontée rapide des défauts et ainsi d'être réactif pour procéder à la mise en œuvre des actions correctives. La consommation énergétique fait bien l'objet d'un suivi mensuel (cet aspect est développé par ailleurs dans le présent rapport). Enfin un plan de maintenance est intégré à la GMAO. Ce plan comprend la périodicité des opérations et leur nature.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Inventaire

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, IED/management environnemental
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant s'est engagé, au moment de la rédaction de son dossier de réexamen IED, à mettre en œuvre d'ici décembre 2021, les actions suivantes :  - réalisation d'un schéma formalisé des flux entrants et sortants permettant d'identifier les origines des émissions et de présenter un inventaire de tous les rejets du site,  - un suivi mensuel de la consommation énergétique en fonction du tonnage et en fonction des cibles définies par la profession  - disposer des informations concernant la moyenne et la variabilité des débits, de la température et de la concentration en polluants de ses effluents gazeux.</p> <p>L'exploitant a présenté le schéma des flux entrants et sortants permettant d'identifier l'ensemble des rejets du site.</p> <p>Les campagnes annuelles de mesures permettent de disposer désormais d'information sur les débits, la température et la concentration en polluants.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Surveillances des rejets dans l'air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre III article 15.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets dans l'air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> les émissions dans l'air respectent les VLE et sont surveillées aux fréquences figurant dans le tableau figurant au présent article.</p> <p><b>Constats :</b> Dans son dossier de réexamen IED, l'exploitant s'est engagé à mettre en œuvre une surveillance annuelle des rejets canalisés des équipements visés par le BREF FDM et présents au sein du périmètre IED d'ici décembre 2021. L'exploitant a fait réaliser une campagne de mesures en janvier 2021.</p> <p>L'examen du rapport de mesures des émissions atmosphériques réalisées sur les exutoires des broyeurs, des presses et des refroidisseurs en janvier 2021 montre que l'ensemble des exutoires canalisés inclus dans le périmètre IED de l'établissement et visés par le BREF FDM respectent les valeurs limites qui seront applicables à l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 27/02/2020 (10 mg/m<sup>3</sup> pour les broyeurs et 20 mg/m<sup>3</sup> pour les autres équipements). Une valeur de 20,5 mg/m<sup>3</sup> a été mesurée pour la presse 3 EC10. Compte tenu de l'incertitude affichée, c'est acceptable. L'exploitant a indiqué que cette valeur pourrait être liée à un problème d'étanchéité des écluses et qu'il est prévu d'apporter les mesures correctives si nécessaires.</p> <p>L'inspection a indiqué qu'il serait opportun de procéder aux travaux nécessaires avant la réalisation de la campagne de mesures 2022 afin de s'assurer de leur efficacité. L'inspection rappelle que l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 prescrit dès à présent une surveillance annuelle des rejets canalisés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Plan efficacité énergétique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Efficacité énergétique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Le SME intègre également un plan d'efficacité énergétique (un plan d'efficacité énergétique consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité, à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes)</p> <p><b>Constats :</b> Selon le dossier de réexamen, un plan d'efficacité énergétique sera mis en place d'ici décembre 2022. Ce plan est déjà effectif. L'exploitant dispose d'un suivi mensuel de l'énergie consommée par équipement (ceci impliquant la présence de compteurs d'énergie au niveau de chacun d'eux). Il a été présenté à l'inspection. Les consommations rapportées à la tonne de matière traitée permettent de s'assurer de l'absence de dérive et du respect des valeurs cibles définies par la profession (TECALIMAN). S'agissant de la récupération de chaleur, l'exploitant a indiqué qu'elle n'est réalisée que sur le compresseur le plus récent. Il a ajouté que la récupération de chaleur sur les refroidisseurs n'est pas mise en place, compte tenu des niveaux assez bas de températures du process qui ne permettent pas d'atteindre une efficacité suffisante. Selon le dossier de réexamen, les actions déjà mises en œuvre lors de sa rédaction étaient notamment les suivantes : remplacement par un éclairage led, matelassage des circuits vapeur, recirculation des condensats de chaudière. L'exploitant a confirmé que ces actions ont bien été réalisées (la mise en place d'un éclairage led étant réalisé progressivement).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Consommation d'eau et rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion de l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> l'exploitant applique la technique a et une ou plusieurs technique indiquées aux points b à k</p> <p><b>Constats :</b> Comme indiqué dans le dossier de réexamen IED, les condensats de chaudière sont récupérés. En outre la majorité des opérations de nettoyage sont réalisées à sec. Les seuls rejets d'eaux industrielles sont les eaux de purge de la chaudière. L'eau introduite dans le process de fabrication est conservée dans les produits finis.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 10 : Plan de gestion du bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Titre II article 13.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point 5), un plan de gestion du bruit comprenant l'ensemble des éléments suivants : - un protocole précisant les actions et le calendrier ; - un protocole de surveillance des émissions sonores ; - un protocole des mesures à prendre pour remédier aux problèmes de bruit signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ; - un programme de réduction du bruit visant à déterminer la ou les sources, à mesurer/évaluer l'exposition au bruit et aux vibrations, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention ou de réduction.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant s'est engagé à mettre en œuvre un plan de gestion du bruit d'ici décembre 2023.  Il a indiqué que l'établissement ne fait pas l'objet de plainte en lien avec des nuisances sonores. Selon le dossier, les actions déjà mises en place sont le confinement des équipements bruyants et la maintenance préventive. L'inspection a constaté le confinement des équipements bruyants. La dernière campagne de mesure de bruit date de 2010, le rapport conclut à la conformité des niveaux de bruit en limite de propriété.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Mesure des niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/01/1999, article 2-I-8-8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant devra réaliser 3 mois après la mise en service des installations puis tous les 3 ans, un contrôle des niveaux des émissions sonores générés par son établissement.</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection a indiqué que l'arrêté préfectoral du 5 janvier 1999 prescrit la réalisation d'une campagne de mesures des niveaux sonores tous les 3 ans. La dernière campagne date de 2010. Il est nécessaire que l'exploitant s'y conforme. En outre, l'article 2-I-8.10 impose que des mesures soient réalisées en zone à émergence réglementée. Cela n'a pas été le cas lors de la dernière campagne de mesures.</p>
<p><b>L'exploitant doit faire procéder tous les 3 ans à une campagne de mesure des niveaux sonores. Cette campagne doit comprendre des mesures dans les zones à émergence réglementée figurant sur le plan annexé à l'arrêté préfectoral du 5 janvier 1999.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 12 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le plan des réseaux. La lisibilité de ce plan pourrait être améliorée (taille réduite et informations partiellement effacées). L'inspection n'a pas constaté la présence d'un ou plusieurs séparateurs d'hydrocarbures sur les circuits d'eaux pluviales de ruissellement. Ce point fait l'objet d'un examen plus précis ci-après. <b>Le plan des réseaux aqueux pourrait être rendu plus lisible.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Registres des déchets sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : b) Concernant la dénomination, nature et quantité :  <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;</li> </ul> c) Concernant l'origine du déchet :  <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> </ul> d) Concernant la gestion et le transport du déchet :  <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> </ul>
e) Concernant la destination du déchet :
<ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un outil de suivi des déchets sortants et des bons d'enlèvement. Il ne dispose cependant pas d'un registre chronologique des déchets répondant aux exigences de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.
<b>L'exploitant doit mettre en œuvre un registre des déchets sortants comprenant l'ensemble des éléments requis à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 14 : Eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/01/1999, article 2-I-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations devront être implantées, aménagées et exploitées conformément aux plans et notice joints à la demande d'autorisation.
<b>Constats :</b> Selon les éléments figurant dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé en 1998, l'exploitant s'était engagé à mettre en œuvre un séparateur d'hydrocarbure en sortie de bassin de décantation. L'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas de séparateur sur le site.
<b>L'exploitant doit procéder à l'implantation du séparateur d'hydrocarbures tel que c'était prévu à l'issue de la procédure d'autorisation ayant aboutie à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 janvier 1999.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 15 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/01/1999, article 2-I-11-3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention de la pollution accidentelle
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux et des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes: - 100 % de la capacité du plus grand réservoir - 50% de la capacité des réservoirs associés
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence de plusieurs contenants de liquides polluants hors rétention lors de son passage dans les bâtiments de production (notamment deux fûts d'huile hydrauliques en cours d'utilisation stockés en position horizontale). En outre, à l'extérieur, étaient entreposés des fûts d'huiles hydraulique sur une palette posée sur les murs d'une rétention d'un ancien stockage aujourd'hui enlevé. En cas de fuite, les liquides polluants se déverseraient dans l'eau présente dans la rétention (une dizaine de cm lors de la visite).  <b>L'exploitant doit veiller:</b> - à placer sur rétention les liquides polluants - à ne pas stocker à l'extérieur des fûts de liquides polluants sur des rétentions partiellement remplies d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 16 : Dépotage mélasse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/01/1999, article 2-11-12-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires , notamment par aménagement des sols, collecteurs, des bassins tampon de collecte et de refoulement, des canalisations, des pompes de reprises, etc... pour qu'il ne puisse y avoir, même accidentellement, déversement direct ou indirect de matières toxiques ou polluantes dans le milieu naturel ou le réseau d'assainissement public.
<b>Constats :</b> lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de mélasse au sol sur l'aire de dépotage de mélasse. L'exploitant a expliqué que lors d'une livraison récente un flexible a rompu et a conduit à un écoulement au sol. L'inspection a souhaité connaître la procédure interne mise en œuvre lors de ce type d'opération. L'exploitant a indiqué que les opérations de dépotage n'ont pas lieu sous la surveillance d'un représentant de l'exploitant. A l'issue de l'opération, le livreur rapporte la clé à l'opérateur du site sans qu'un contrôle visuel ne soit réalisé.
<b>L'exploitant doit procéder au nettoyage de l'aire de dépotage de la mélasse. En outre, il doit redéfinir la procédure de dépotage, cette dernière devant être réalisée sous sa surveillance, afin qu'en cas d'incident il soit en mesure d'intervenir rapidement.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois